

LE BRANLE-BAS

Révolutionnaire, Socialiste, Républicain

PARAISANT LE DIMANCHE

Adresser les communications et les manuscrits
au citoyen BONARD,
212, rue Garibaldi, 212, à Lyon.

ABONNEMENTS { Trois mois... 1 f. 50
Six mois... 3 »
Un an... 6 »

Les Mercenaires

Nous empruntons ce titre au *Petit Lyonnais* du 25 mai.

Parlant de l'examen du projet de loi sur le recrutement, ce journal annonce que les plus grands efforts sont faits pour arracher à la Chambre un vote qui ne compromette pas les privilèges de la bourgeoisie, du clergé, de l'université et de l'administration.

Puis, répondant à ces parasites :

« Voulez-vous donc, leur dit-il, qu'il n'y ait plus en France qu'une armée de mercenaires ? car enfin, quand vous aurez soustrait à l'impôt du sang ces milliers de citoyens qui remplissent vos diverses catégories, nous ne voyons pas de meilleur moyen pour remplir les cadres des troupes que d'acheter des soldats. »

Ce paragraphe est une révélation.

Par *cadres des troupes*, on entend les sous-officiers.

Le service de trois ans ne sera possible qu'à la condition d'être obligatoire pour tous, disent ses partisans ; et si on excepte les séminaristes et toute la bureaucratie, c'est-à-dire précisément ceux qui paraissent les plus aptes à faire de bons sous-officiers, où les pourra-t-on recruter ?

Ce qui veut dire qu'en chassant le privilège d'une manière, il reparait aussitôt sous une forme nouvelle : les officiers de l'armée, depuis la troisième république, sont déjà pris exclusivement dans la bourgeoisie. Le nouveau projet désigne, à l'avance, encore des bourgeois, et toujours des bourgeois pour les grades inférieurs, accessibles jusqu'à présent, à tous les hommes de troupe.

Le commun du populaire n'aura donc plus désormais que la moins attrayante des perspectives, sous les drapeaux tricolores du tiers-état : celle de porter *Asor* tout le temps dans les marches forcées et d'être fusillé, séance tenante, s'il fait mine de récalcitrance dans les opérations aussi savantes que stratégiques dirigées contre les ouvriers en grève, cette mission civilisatrice de l'armée française, toujours prête à loger du plomb dans des ventres où il n'y a plus de pain.

Nous ne connaissons qu'un moyen de remplir les cadres des troupes sans acheter des soldats : c'est de supprimer tout simplement la soldatesque.

À la place du tourlourou, aussi coûteux que ridicule, le citoyen aura, chez lui, son flingot. On armera, de cette manière, un nombre d'hommes pouvant assurer à la fois tout ce que

la sécurité intérieure véritable et les menaces étrangères peuvent exiger.

On déboursera peu et on aura de véritables troupes, susceptibles aussi bien d'organisation que de mobilisation.

Ces citoyens, ainsi armés, formeraient un contingent autrement compact que celui des armées dites *permanentes*. Il serait encore plus permanent et plus retoutable surtout, n'étant pas abruti par la caserne et ses immondes corvées, par le salut militaire, la tenue, les revues de détail, la consigne, le sous-off., la salle de police, Thomas et la boule de son, qui ont fourni à feu Randon des modèles de piou-pious si lamentables et vraiment bien crayonnés.

Mais depuis les mémorables défaites de la garde impériale, des régiments d'Afrique et de France, avec tous les ratapoils à leur tête, nos républicains députés se sont empêtrés dans un caporalisme d'où ils s'entêtent à ne pas sortir, bien que s'y trouvant fort mal à l'aise.

Eux qui n'ont fait ni sept, ni cinq, ni trois ans, pas même vingt-huit ou treize jours, à les entendre vanter les bienfaits de la discipline, le prestige de l'épaulette et le mérite militaire, on est tenté de croire qu'ils sortent tous de la même giberne et que cette giberne doit remplacer le bonnet phrygien de la République.

Eux qui ont savouré toute la douceur de ce qu'ils appellent aujourd'hui le privilège, et qui n'ont jamais avalé une bouchée de pain de munition !

Et ils ont l'audace de nous dire qu'ils ne veulent pas de mercenaires.

Mais ces officiers pour lesquels, grâce à la solde arrachée aux contribuables, le service du pays n'est, d'un bout à l'autre de leur carrière, qu'une intarissable régalaie, que sont-ils donc ?

C'est à ces soudards trop Régence qu'il faudrait infliger la durée de trois ans, pour n'avoir plus de mercenaires.

L'ancien dicton de caserne :

« Le soldat est comme son pompon, Plus il devient vieux, plus il devient... », qu'on a entendu si souvent répéter, est d'ailleurs une maxime de la meilleure source et qui s'applique, bien mieux qu'aux plus vulgaires brisquards, à MM. les officiers, parmi lesquels des généraux tombés dans l'enfance à force de vieillesse, continuant quand même à exercer des commandements pour la plus grande joie des badauds qui se plaisent à les voir partir, à la tête d'une nuée de gamins, faire le siège de n'importe quel pâtisseries ou confiseur.

Ainsi, bien avant Sedan, qui a définitivement rétabli l'équilibre entre l'Éna et Waterloo, la gloriole des traî-

neurs de sabre était suffisamment compromise.

Nous nous efforcerons sans relâche de faire le reste.

I. GUHNER.

Au Père-Lachaise

Paris se souvient. Il a été, dimanche, rendre hommage à ses morts, se retremper dans leur mémoire. Il a porté des fleurs sur leurs tombes et avec ces fleurs des serments de vengeance.

Paris se souvient. Souvenons-nous aussi, nous, à qui remonte pour une part la responsabilité de sa défaite. Nous à qui incombe le devoir sacré de racheter notre lâcheté d'alors, par la poursuite de l'œuvre inachevée des vaincus.

Ils avaient cru, ces lâches assassins, enfouir avec ces monceaux mêlés de trente-cinq mille cadavres l'idée de révolte, s'assurer l'impunité de leur crime.

Et voilà que la Commune se relève plus forte, plus puissante que jamais, rayonnante, glorieuse.

O justice ! toujours vaincue, tes amants désespéraient. Ils reprennent courage.

Il y avait là, dans ce coin isolé et sauvage, plus de vingt mille cœurs battant tous à l'unisson, animé d'un même sentiment, d'un même enthousiasme et d'une même haine, vingt mille bouches poussant un même cri de vive la Commune. Ce cri est devenu celui du ralliement. Ce sera celui de la victoire.

Vive la Commune !

Vers onze heures, plusieurs centaines de citoyens, porteurs de couronnes et d'immortelles rouges, se rendent en cortège sur la fosse commune. La pluie, en ce moment, tombe à torrents. Les citoyens Reties et Allemane font des discours.

Mais c'est seulement à partir d'une heure qu'a lieu la véritable manifestation.

La tombe de Blanqui est le point du rendez-vous général. Après avoir rendu hommage au souvenir du grand révolutionnaire, les manifestants se rendent en masse, étendards rouges déployés, sur le coin de terre où reposent les fédérés et où un grand nombre de couronnes sont déposées.

Les plus remarquées sont celles du Comité révolutionnaire central des combattants de la Commune, du Comité électoral socialiste révolution-

naire du XX^e arrondissement, du Parti ouvrier, enfin de divers groupes révolutionnaires de tous les arrondissements.

De nombreux discours sont ensuite prononcés. Tous expriment l'espoir de la revanche, l'enthousiasme révolutionnaire. Nous regrettons de ne pouvoir, ici, en essayer l'analyse.

Le citoyen Vaillant, le nouvel élu du XX^e, prend le premier la parole sur la nécessité de l'organisation révolutionnaire.

Puis, le citoyen Humbert, au nom du comité du monument à élever aux fédérés. Viennent ensuite les citoyens Eudes, Chauvière, Chabert, Argynriades, Ernest Roche. Tous sont salués par les cris de : Vive la Commune ! Vive la Révolution !

La foule se rend ensuite sur la tombe de Delescluz, où les citoyens Lissagaray et Frédéric Cournet retracent la vie de cet héroïque défenseur des droits du peuple.

Tout est passé avec calme et recueillement, malgré une armée de policiers et de municipaux.

Cette journée restera longtemps dans le souvenir de ceux qui y ont assisté et elle peut compter comme une des meilleures pour la République et la Révolution.

Le nombre des assistants a été évalué à un chiffre supérieur à vingt mille par le gardien du cimetière.

La presse monarchiste et opportuniste lyonnaise, après avoir dénaturé sa habitude — dénaturé la presse — essaye encore de répandre ses sur les révolutionnaires parisiens. Ils ont été au Père-Lachaise rendre hommage pieux à leurs frères sacrés. Le journal *galiffe press* est particulièrement Au fond, il enrage.

« La Commune amnistiée — veut plus que la République elle veut la gloire et presque l'apothéose ! »

Oui, bon *Express*, oui, nous voulons la gloire et l'apothéose dans la revanche.

Vous ne demandez, vous, qu'à plus vous souvenir. Nous nous souviendrons, nous, soyez-en sûr. Il est bon pour vous, qui avez répandu le sang des nôtres, à vous, les assassins, de demander l'oubli de vos crimes. Nous avons à les venger, nous les vengerons.

Et à présent, qu'ils sachent les misérables alliés de l'opportuniste et du radicalisme, qui, pour salir, essayent de nous éblouir de votre boue, nous accusant de vous d'une amitié qui serait in-

si elle n'était absurde; qu'ils sachent que si c'est avoir donné des gages de cette amitié au cléricisme que d'avoir cloué au mur, avec du plomb, les Darboy, les Boujean et autres frocards, ils peuvent y avoir des prétentions, eux aussi.

C'est ce que l'avenir nous apprendra.

Adrien FARJAT.

TRAITÉ DE TIEN-TSIN

Comme tout arrive à point à qui sait attendre!...

A-t-on besoin d'un vote de confiance pour obtenir un crédit pour l'expédition du Tonkin?

Exhibition d'une dépêche Tricou (fausse, il est vrai). Alors les députés, avec ensemble, accordent les crédits demandés, aux applaudissements des fidèles, à l'indignation du peuple.

Mais la confiance se perd; les plus enthousiastes, eux-mêmes, trouvent l'expédition longue et ruineuse; les députés, en villégiature dans leurs départements, constatent avec dépit l'effervescence qui existe parmi le peuple. Croit-on, pour cela, à l'effollement de nos dirigeants? Pas le moins du monde. On signe un traité qui lie la France, comme on signerait une simple déclaration d'expédition de colis au chemin de fer, et le tour est joué.

Et quel traité, s'il vous plaît?

Est-ce un traité glorieux? Répond-il aux sacrifices que le ministère a imposés à la nation à l'aide de documents trompeurs?

Venge-t-il suffisamment la mémoire des enfants de la France tombés sur les champs de bataille du Tonkin?

C'est un traité plutôt désastreux, c'est un traité qui porte atteinte à la dignité de la France.

En vainement ce n'est pas nous qui nous plaindrons de la cessation des hostilités; nous avons combattu avec trop de courage pour ces lointaines aventures pour que nous ne nous réjouissions pas de voir cesser les hostilités.

Si nous en parlons, c'est pour faire ressortir la perfidie des allégations de tous ces aventuriers, la fausseté de leurs promesses, et pour démontrer l'ignoble calcul auquel ils se livrent à l'abri de ce paravent qu'ils nomment « la gloire de la France ».

Que retirons-nous de ce fameux traité de Tien-Tsin, autour duquel les ministres serviteurs dévoués font tant de bruit, mais qui n'est que l'effet des ruses de ceux qui n'ont aucune attitude devant ces spéculateurs; nous disons que parce qu'en France on a peur de son malheur.

Est-ce un traité? Non, puis-je dire en termes de ce document, les ministres doivent se réunir dans les trois mois, pour traiter avec la Chine sur les bases qui y sont indiquées.

Il reste à savoir si le nouveau travail que se fera ne créera pas de nouvelles applications, beaucoup plus désastreuses que celles qui viennent de recevoir une sanction provisoire.

On peut faire prévoir que si l'on traite sur des bases proposées, ou ce sera une abdication complète, et alors adieu argent, honneur, etc.; ou la guerre recommencera, plus terrible que jamais; car la France, dont la tactique constante est de gagner du temps, ne manquera pas d'ici longtemps au traité définitif de s'organiser, de recruter des officiers étrangers pour l'entretien de ses soldats, de provisionner pour une longue route,

en un mot, de se préparer à une vigoureuse résistance.

Les préliminaires de ce traité définitif se composent de cinq articles.

Le cinquième n'ayant trait qu'à la réunion des plénipotentiaires, un examen rapide des quatre premiers articles nous permettra donc de nous rendre compte du profit que nous pouvons attendre ou des déceptions que nous allons en retirer.

Dans le premier article, la France s'engage à respecter et à protéger les frontières de la Chine contre toute attaque d'une nation quelconque et en toutes circonstances.

Ainsi, nations étrangères et Pavillons Noirs, gare à vous, c'est la France qui vous combattra si vous attaquez la Chine.

Belle perspective!...

Dans le second article, la Chine, rassurée par les garanties formelles de bon voisinage qui lui sont assurées par la France, quant à l'intégrité et la sécurité de ses frontières, retire ses troupes du Tonkin et laisse traiter avec l'Annam.

Belles concessions... Bien forcé d'être honnête quand on ne peut faire autrement.

Dans l'article 3, la France renonce à l'indemnité de guerre, et comme compensation, la Chine s'engage à admettre (seulement) la liberté du trafic sur toute l'étendue de sa frontière sud, limitrophe du Tonkin, sous garantie de traités à établir.

Gré les tarifs. Il est probable qu'après l'élaboration de ces traités, les marchandises ne rentreront ni ne sortiront pas mieux qu'auparavant.

En échange de 125,000,000 fr., une promesse illusoire.

Dans l'article 4, le gouvernement français s'engage à n'employer aucune expression de nature à porter atteinte au prestige de la Chine (ô susceptibilité, que tu es grande!) dans le traité qu'il va contracter avec l'Annam.

Tout doux, Madame la Chine, il faut toujours être respectueux avec les femmes; diable, nous sommes Français, je crois, et notre galanterie n'est-elle pas proverbiale. Soyez rassurée, on sera convenable.

Et voilà ce qu'on appelle un traité glorieux, traité que Jules Ferry ose faire précéder d'une déclaration rappelant les victoires de Son-Tay, Bac-Nuh, Hong-Hoa, les vertus militaires, l'entrain et la patience de notre marine et de notre armée de terre (sic).

Il n'y avait nullement besoin de tant de dévouements, de tant de sacrifices, pour arriver à un tel résultat.

Mais de quoi nous plaignons-nous, ne sommes-nous pas habitués, en France, à de pareilles sottises.

Le traité de Bardo n'a réussi qu'à mettre à notre charge les dettes du bey de Tunis.

Celui de Tien-Tsin nous expose à des rivalités sans nombre, pour protéger les frontières de la Chine et ne pas blesser la susceptibilité de l'Empire du Milieu.

Nous verrons bientôt celui de Madagascar et le résultat de la conférence pour l'Egypte.

TARME.

Une deuxième à M. Ballue

Les Armées permanentes

La loi sur l'armée, dont la discussion s'est ouverte au Parlement, est grave entre toutes. C'est pour la nation une question de vie ou de mort. Pas d'illusion, c'est la mort qui sera décidée.

Cette année, les débats promettent d'être particulièrement instructifs. Un député, le citoyen Gambon, reprenant leur programme d'antan, va mettre la gauche radicale le nez dans son apostasie. Il va enfourcher, à son tour, le vieux cheval de 69, pour charger à fond sur les renégats et les parjures.

Renégats! Parjures! c'est dans l'ordre et c'est logique. Comment croire que ceux — gauchers et droitiers — qui ont mitraillé le peuple avec cette armée, puissent rêver sa destruction qui serait en même temps — ils le savent — la fin de leur règne, le commencement du règne de la démocratie.

Comment croire que la classe bourgeoise, capitaliste et dirigeante, qui a besoin d'une force inconsciente et brutale pour assurer le maintien de ses privilèges et de son oppression puisse consentir à briser entre ses mains ce précieux instrument de sa domination, qui s'y abandonne docile et aveugle, se faisant le chien de garde de ses coffres-forts?

Mais notre intention n'est point, pour aujourd'hui, de faire une étude approfondie du sujet, nous attendrons pour cela la suite — sinon la clôture qui pourrait bien se faire attendre — des délibérations parlementaires qui vont jeter une lumière nouvelle sur une question qui, depuis 69, avait été tenue prudemment sous silence.

C'est d'ailleurs à M. Ballue que nous nous adressons, c'est à ses objections seulement que nous avons à répondre. Sans doute que notre honorable trouvera dans le cours des débats l'occasion de faire déborder son éloquence onctueuse de sacristie, de gratter du bec, comme il l'a fait déjà devant ses électeurs (?) sur la corde sensible du patriotisme, puis d'exalter les beautés de la discipline, chantant enfin sur le même ton que toute la presse monarchiste, impérialiste et opportuniste, fort scandalisée de la création d'une ligue française, en vue de l'abolition de l'armée permanente et de son remplacement par une armée nationale sédentaire.

Feignant de croire à un désarmement, les voilà à nous accuser de nous bercer d'illusions généreuses seulement réalisables par un pacte entre toutes les nations qui, au contraire, s'arment et s'organisent formidablement, heureuses si elles pouvaient surprendre la France sans défense.

Mais oui, ce danger existe, menaçant, terrible. Il n'est que temps pour le conjurer. Oui, toutes les haines, toutes les menaces du despotisme européen sont dirigées contre la France, qu'ils voient avec terreur s'engager à nouveau dans la voie révolutionnaire, renaitre grande et forte, prête à reconquérir au milieu des autres nations le rang et l'éclat d'où près d'un siècle d'oppression et d'abaissement l'avaient descendue, puis de son souffle puissant, franchissant les monts, ébranler les trônes, balayer les couronnes, animer les peuples de son enthousiasme de l'ardeur de la révolte, et apparaître aux opprimés des quatre coins de la terre comme un phare de salut, la lueur d'un premier espoir.

Oui, il importe à tous les despotes — du trône ou du capital — de tuer dans le ventre de sa mère la jeune Révolution qui s'y agite.

La France envahie, c'est la Révolution frappée au cœur.

Or, nous sommes révolutionnaires: donc nous sommes patriotes.

Nieriez-vous les faits? L'histoire ne nous montre-t-elle pas les phalanges révolutionnaires toujours héroïques et glorieuses et les armées permanentes donnant le spectacle de la lâcheté, de la trahison, de la déroute, capables seule-

ment de faire merveille contre des travailleurs sans armes.

N'avons-nous pas présents à notre souvenir l'alliance monstrueuse conclue entre les capitulards de Versailles et les Prussiens pour l'écrasement de Paris insurgé, coupable surtout de n'avoir pas voulu ouvrir ses portes à l'envahisseur.

Quelle est donc la force qui rendait irrésistibles ces milices héroïques? Ce n'était ni leur organisation, ni leurs connaissances dans l'art de combattre. Non, mais seulement leur ardeur patriotique et républicaine jointe à la ferme volonté de vaincre.

Nous ne nions point, certes, l'utilité de la science militaire, mais nous pensons qu'il faudrait chercher à unir ces deux puissances élémentaires: conviction et éducation.

Le système actuel pêche également par les deux points. Le soldat, lui, n'est plus un citoyen. Il est mis hors la nation. Il est esclave et il souffre, ce qui l'a rendu sceptique et indifférent. C'est un automate, plus un homme. Ne cherchez pas à remuer en lui des sentiments que la caserne a tués ou pervertis.

Voilà pour le premier point.

De même la science moderne condamne une organisation sans cohésion, sans unité, difficile à mobiliser, comme l'ont bien prouvé les dernières expéditions. Et c'est cependant cette homogénéité, cette spontanéité qui sont aujourd'hui surtout les premières conditions indispensables à toute entreprise offensive ou défensive.

Ce que nous voulons, nous, ce n'est point le désarmement des 400 000 hommes dont se compose l'édifice actuel, mais, au contraire, l'armement de tout ce qui, en France, est capable de combattre.

C'est faire à la fois des soldats consommés et des citoyens convaincus. Nous voulons que dans toutes les écoles primaires, dans les collèges, à l'âge où on apprend si bien et où l'exercice est pour le corps un besoin, pour l'intelligence un délassement, l'enfant apprenne le maniement des armes et toutes les connaissances nécessaires à l'art de combattre. Qui pourrait nier qu'ainsi l'enfant de 15 ou 18 ans aurait déjà acquis les connaissances théoriques bien supérieures, presque toujours, à la plupart des vieux croûtières de caserne? De ce moment, il attend avec confiance que la patrie menacée ait besoin de ses enfants. Il luttera d'ardeur avec ses jeunes compagnons d'étude et de jeux, bien fier s'il pouvait être plus vaillant, fort aussi de la solidarité qui les unit dans un même sentiment et un même désir de victoire.

Et en un instant, la France pourrait ainsi mettre sur le pied de guerre 4 à 5 millions de citoyens prêts à s'offrir comme un rempart impénétrable à toute tentative d'invasion.

Maintenant, qu'il plaise ou non à M. Ballue de continuer à faire la sourde oreille et d'accuser notre patriotisme, nous n'en poursuivrons pas moins notre œuvre et dénoncerons comme traîtres ceux qui dispersent et affaiblissent nos forces en les lançant dans les aventures ténébreuses, laissent notre armée aux mains des généraux de la capitulation.

Périssent la France, périssent la République, qu'importe à la bourgeoisie, si ses privilèges sont en sécurité.

Que le peuple prenne garde!

A. FARJAT.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer la suite de notre Feuilleton au prochain numéro.

La loi sur le recrutement

Que de discussions pour une loi qui n'apporte aucun changement à la situation actuelle

C'est un palliatif, non une réforme.

Tous les partis s'en mêlent ; les uns, chauvins dans le fond de l'âme, crient à tue-tête : « Ne touchez pas à l'armée, c'est un crime de lèse-nation. Cinq ans ne sont pas suffisants pour faire un soldat, allongez plutôt, mais ne diminuez pas. »

« Trois ans suffisent, disent les autres, mais que tout le monde s'encaserne, plus de dispenses, plus d'exemption, tout le monde soldat. »

Et là-dessus, polémiques sur polémiques, articles sur articles. Tous les journaux embouchent la trompette retentissante et... le boute-selle en avant.

Tout le monde s'en mêle.

Les chambres de commerce réclament pour les jeunes gens qui fréquentent leurs écoles : « Si vous les envoyez au régiment, plus de commerce possible ; l'industrie se meurt, vous lui portez le dernier coup. »

L'Université s'écrie : « Et l'enseignement, que deviendra-t-il ? vous nous enlèvez nos professeurs qui ne se soucient plus de reprendre leur chaire, après avoir frisé l'épaulette. »

Et le pape..., mais laissons celui-là de côté, ne mettons pas le nez dans les ordures.

Mais, bonnes gens, ne vous emportez pas, il y a une bonne mesure à prendre.

Plus d'armée permanente, les citoyens auront chacun leur fusil chez eux, voilà le remède

Ce ne sera plus seulement un palliatif, mais une vraie réforme démocratique.

Les chauvins seront satisfaits de voir tant de soldats sous les armes.

Les chambres de commerce verront avec plaisir leurs disciples dans leurs comptoirs, leurs manufacturiers dans leurs usines.

Et l'Université ne criera plus sur la pénurie du recrutement du personnel.

Tout le monde sera content et chacun se félicitera du résultat obtenu sans plus de peine que de rayer dans le code une loi arbitraire basée sur l'inégalité sociale.

Alors, un peu de courage, députés...

Mais malheureusement, ce n'est pas là leur vertu prédominante, surtout lorsqu'il s'agit de réformes démocratiques.

TARME.

Illégitimité de la Propriété

Dans le labyrinthe où nous tournons sans en découvrir l'issue, chacun cherche une direction positive.

Bien avant nous les principes se formèrent, des théories en surgirent ; ici, nous ne cherchons pas dans ces fils embrouillés l'extrémité qui détermine le point. — Les courants qui s'y précipitent ne changent en rien les formes qui sont particulières aux masses, dans lesquelles ils s'annihilent.

L'opinion, en général, faite d'hésitation, ne s'abandonne pas dans cette crainte doublée du doute, elle reste inerte, fatalité qui provoque inconsciemment la révolution. En pourrait-il être autrement ? Il est permis d'en douter. Les grandes masses n'agissent que sous l'impulsion de cette volonté formée des nécessités de leur existence. — Nous ne nous proposons pas de philosopher, il n'appartient à nous, révolutionnaires, de rechercher les causes qui déterminent cette révolution que pour en tirer les conséquences.

La confusion des théories a fourni cette hésitation tout d'abord : l'exploité d'aujourd'hui ne comprend qu'imparfaitement que le vice constitutionnel de cet état critique duquel il dépend, n'a d'autres causes que le principe de propriété, qui que...

encore ce que bien des économistes avant nous ont cloué en pilori de la vindicte publique, avec le titre de vol qui lui est propre.

Nous croyons nécessaire de retracer à grands traits ce tableau qui représente les opérations légitimant cette propriété inattaquable, cause de toutes les calamités qui précipitent les peuples à l'abîme ; en refaire l'histoire nous mettrait dans l'impossibilité de l'attaquer dès aujourd'hui, rentrer immédiatement en campagne, le harceler sans cesse, voilà le but que nous poursuivons, jusqu'au jour de son extermination complète, qui sera pour tous l'avènement de cette égalité donnant à chacun le droit à la vie, qui n'appartient à cette heure qu'à cette masse improductive de la bourgeoisie, jouissant et se vautrant dans l'orgie faite du vol des richesses du prolétariat qu'elle dévore et pour qui elle a comme soulagement aux maux qu'elle provoque, cette magistrature condamnant le travailleur dans ses revendications et cette armée faite pour le contraindre.

Le vertige nous prend, citoyens, travailleurs, au spectacle de ces fortunes subites, inattaquables, au point de vue de l'égalité incomplète, ces fortunes sont partaitement illégitimes devant la conscience. Nous savons que les juger telles, c'est ébranler la multitude des êtres faibles, en qui la soif du bien être a marché plus vite que le sens moral.

Oui, la conviction est formée pour les masses que de toutes les sources de la fortune, le travail est la plus précaire et la plus pauvre ; en parallèle, vient la spéculation sous toutes ses formes et par tous ses moyens, absorbant à elle seule, — gouffre sans fonds — le produit en entier de toute la fortune publique. Sous toutes ses formes, concessions de l'Etat, combinaisons et négociations de la Bourse, entreprises de commerce, aucune d'entre elles ne sont pures de corruption, de violence ou de fraude ; il ne peut se faire de fortune sans reproches, et de tous les individus enrichis, il n'en est aucun de consciencieusement honnête.

Tous les brigandages qui frappent chaque jour cette spéculation elle-même prouvent surabondamment qu'il n'y a aucune sécurité dans cet ordre social. Les subalternes, témoins des grands coups de leurs chefs, suivent leur exemple en pillant les caisses qui leur sont confiées. Sont-ils après tout moins honorables que leurs patrons ? Non, et ce qu'il y a de triste, c'est que le bon public a toujours pour ceux-là le bénéfice des circonstances atténuantes.

Le vol est organisé. Pas un département, pas le moindre village qui n'ait son scandale aujourd'hui. Et combien que l'on ignore. Combien que l'on dissimule par respect de la famille. L'éclat du jour semble chasser de cette forêt de Bondy tous les detresseurs guettant au passage pour l'en dépouiller, le seul possédant, le seul maître de tous, le producteur.

Dans l'Etat et dans les compagnies, les fournitures engendrent des millions aux adjudicataires. Le pot-de-vin est devenu le privilège de tout mandat, de toute gérance, et l'on parle désintéressement, intégrité et morale au peuple, exploité et volé.

Le prêt sur report donne jusqu'à 250 p. 100 d'intérêt. Le privilège des agents de change fait 150 millions de bénéfices à cette corporation en une seule année, et l'on crie à l'usure.

Le prolétaire voit en un jour son loyer augmenté de moitié, de trois quarts, sans autre cause que le bon plaisir du maître du taudis qu'il habite. Légitimité de la propriété. Demain, l'Etat condamnera et fusillera le travailleur dans la grève, dont une des causes est l'augmentation du loyer.

Ah ! sachez-le une fois, tous ces faits propres à votre principe de propriété font table rase de toute honnêteté ; en peut-il être autrement ? Non, l'exagération arbitraire et insultante des loyers, l'augmentation des tarifs, les fusions de compagnie, les confiscations ou expulsions pour cause d'utilité publique ont détruit en nous le respect de votre propriété et, ce qui est pire, le travail, dans l'obligation extrême de rechercher en d'autres pays pour assurer son existence, la puissance que vous lui refusez — nécessité de l'ordre actuel — le concours de capitaux étrangers. Tout se meurt par vous. Votre existence ne tient plus que par votre organisation policière et vos armées permanentes, dernières extrémités de votre lente agonie.

La voie révolutionnaire dans laquelle est engagée la société nous conduit à cette conclusion rassurante, que si le mal est profond, incalculable, s'il a besoin de chambres ardentes plutôt que de tréteaux à harangues, du moins il n'est pas sans remède.

Il y a quelques années, les hommes qui suivaient avec attention le mouvement économique présageaient cet avenir fatal de la propriété. Ces contradictions innombrables n'ont fait que précipiter dans leur confusion ce moment qui déterminera l'écroulement de la société actuelle. — La situation n'est plus tenable, la féodalité industrielle a produit ses conséquences, la foi aux vieilles idées disparaît en même temps que l'honnêteté publique, personne ne peut croire ; — dans tous les vices qu'elle crée, inextricable corruption de l'hypocrisie et du scepticisme.

Il n'est pour sauver la société qu'une issue, de même que pour un membre atteint de gangrène : l'amputation devient une nécessité absolue, il faut s'en s'parer sans hésitation, d'autant plus que le corps auquel il semblait appartenir ne vivra véritablement qu'après s'en être débarrassé.

Nous nous proposons d'attaquer sous toutes les formes les vices de l'organisation actuelle, pour en démontrer l'impuissance et à la fois la complicité dans les coups mortels qu'elle porte à tout ce qui est des droits primordiaux du peuple.

(A suivre.)

A. BONARD.

REVUE DE LA PRESSE

La bêtise fait son nid dans certains endroits que ceux qui déchiffrent d'habitude le rébus et charades ne devineraient jamais.

L'autre jour, elle a choisi le crâne du principal rédacteur d'un journal lyonnais, grand format, s'il vous plaît, et se vendant, quand on l'achète, — circonstance aggravante, — 15 centimes.

Ce journal est bien posé dans la classe dite « honnête, » — celle où pull lent les ivrognes, les menteurs et les voleurs — pour qu'on puisse suffisamment le reconnaître.

C'est-à-dire qu'il se dit républicain et qu'il est tout ce qu'on peut imaginer de plus réactionnaire.

Mais les lecteurs du *Branle-Bas* ayant rarement l'occasion de le lire, nous le leur désignons tout simplement par son enseigne : le *Courrier de Lyon*.

Donc, M. Barthens, le possesseur du crâne en question, à court d'actualité sans doute, et de mémoire aussi, n'hésite pas à nous parler carrément de l'année 1900.

Il se rappelle toutefois qu'à « l'époque des cerises, » en 1848, les bourgeois d'alors, étonnés d'avoir pu survivre à Louis-Philippe, se rassuraient de moins en moins et que la peur du communisme

les rendait aussi féroces les uns qu'autres.

C'est partant de là qu'il enjambe mois de juin 1848, le 2 décembre 1871, et que passant par dessus la Commune de 1871, il arrive à la première année d'un nouveau siècle, déclarant que rien ne viendra déranger l'harmonie bourgeoise actuelle, et que, y compris M. Fichet, devenu petit rentier, toute la Guillotière, à l'ombre de sa préfecture encore neuve, n'aura qu'à se réjouir des libéralités du gouvernement opportuniste, dont M. Brisson sera le président, réélu plusieurs fois déjà.

Le *Branle-Bas*, qui n'est pas plus crédule que religieux et qui déteste les prophètes, admet toutes les possibilités.

A la prédiction de M. Barthens, pris en flagrant délit de croire que ses préférences deviendront la réalité, il n'oppose que les hasards qui la font, la réalité.

Et il se contente de ces hasards.

Car, s'il peut arriver, en effet, qu'en 1900, M. Brisson *régnant*, les bourgeois soient encore aussi stupides qu'aujourd'hui, et que M. Barthens — qui feint d'ignorer l'avenir de son meilleur ami — soit ministre, sénateur ou concierge ; il peut arriver de même que toute la bourgeoisie, y compris MM. Brisson et Barthens, mordent comme un simple Gambaletta la saade par le trognon, et que les prolétaires, cette fois, du côté de la crosse, restent seuls pour présider aux destinées de l'humanité.

Verra bien qui verra le dernier.

Un autre journal de Lyon, qui emprunte son titre à la grande vitesse et qui ressemble à tous ses confrères quotidiens par la haine égale que ces feuilletons opportunistes, orléanistes, bonapartistes et cléricales — vouent à ceux qui rêvent l'émancipation sociale et le progrès non travestis, offrait, la semaine dernière, ses lecteurs, un flamboyant article intitulé :

L'Union des femmes de France

Il est dit dans cette tartine, assez pourvue d'attraits, que la foi chrétienne a doté le pays de nombreuses institutions charitables, et que voici le patriotisme qui vient, à son tour, pincer de la dotation.

Tout ce que les gens riches déboursent pour œuvres de bienfaisance, ils disent que c'est de la charité. — De la charité forcée, qu'on devrait appeler *remboursement*.

Mais l'heure de rendre leurs comptes sonnera au cadran révolutionnaire, tôt qu'ils ne pensent peut-être. n'auront plus alors aucune affaire, — qu'ils se tranquilisent.

Il ne nous déplaît pas trop ce patriotisme courir après la fortune charitable ; d'autant a foi et foi, patriotisme et paque ces deux mots, non accolés, sont aussi vides de sens que celui-là.

Les catholiques se prêtent à la foi, les protestants se prêtent que non ; les musulmans, les israélites tous les autres ont la même prétention la même ardeur à se dénigrer mutuellement.

Ils se dénigrent si bien qu'ils épuisent séparément, tous les efforts de leur dialectique pour nous démontrer qu'ils sont tous imposteurs, depuis le premier qu'au dernier.

Et il y a de même le patriotisme *Figaro*, celui de *l'Intransigeant*, — encore celui du *Branle-Bas* (18 m).

Patriotisme par-ci, patriotisme par-là, patriotisme toujours.

Epouvantables maux que ces gens nous font.

urnal qui nous la fait à l'Union
mes de France, parle nécessairement
réfaites de 1870; il les déplore en
ant que la République française, si
arde qu'elle soit, vient de là, et il
spère que la revanche seule pourra nous
ramener la monarchie.

Revanche et monarchie, tout cela ne
prolonge guère l'express.

**

La pluie et le tonnerre s'étant mis de la
partie, dans la manifestation sur la tombe
des fédérés au Père-Lachaise, les organes
conservateurs, on ne peut plus satisfaits
du mauvais temps, félicitent pêle-mêle,
et la police qui manifestait, et les plus
nombreux citoyens qui auraient mani-
festé, mais que la pluie a retenus ou fait
rentrer chez eux.

On n'est pas plus convenable.

Qui dirait, aujourd'hui, que les mêmes
journaux enrôlés volontairement dans la
claque versaillaise, il y a treize ans, ap-
plaudissaient au massacre et félicitaient
tous les pelotons d'exécution ?

I. GUHNER.

EN MARCHÉ !

Il est certain qu'un des caractères de
notre époque, en ce qui touche à la pen-
sée populaire, c'est un désarroi excessif,
une désorientation complète. Le peuple,
en effet, peut, à l'heure qu'il est, se com-
parer à un navire désemparé, sans voiles
pour l'animer, sans gouvernail pour le
diriger, sans boussole pour reconnaître
sa route; ballotté par les vents les plus
contraires, attaqué sourdement par la
tame furieuse et aveugle, n'ayant comme
équipage et comme capitaine qu'une
bande d'insensés acharnés à sa perte, fai-
t cause commune avec les éléments
des, sans voir, sans comprendre
trouvent sous eux un abîme in-

de.

allons-nous ainsi ? A la côte.

est malheureusement trop facile de
ndre compte de cet état des esprits,
sait se dégager de toute contrainte
eure, et nous allons tâcher d'ana-
en peu de mots les causes primor-
s et déterminantes de cet affolement
s précédent.

Qu'est-ce que le peuple ?

Tout et rien à la fois.

C'est un lion qu'on promène comme un
chien en laisse.

est un héros qui obéit comme un

géant que l'on dirige comme

le plus simplement du monde,

de se mesurer avec lui, on

loyalement descendre dans

es légates, se placer brave-

le ces crocs formidables, en

net terrible et crier : « A

faut terrasser ce magni-
e aversaire.

ue fait-on alors ? On le contourne, on

ait bien petit, on rampe doucement

qu'il ne s'aperçoive de rien on l'ap-

te cauteusement, favorisé qu'on est

a générosité, sa confiance natives ;

cajole, on le caresse, on le flatte, on

re, on l'endort et puis on l'en-

tout bête, comme vous voyez, et

uin; c'est un peu pratiqué par

bidels gouvernementaux et qui

aujourd'hui, cela s'appelle du parle-

me; retenez bien le mot, car il y

ance entre lui et son synonyme,

risie; c'est un peu plus lâche.

se sent pris, le monstre (car

de la table) se relève ter-

rible, vaincu, mais épouvantable, il heurte
ses fers, il s'agit et s'efforce, dans les
formidables convulsions du désespoir, de
briser des liens qu'on a rendus plus forts
que lui, car on a prolongé son sommeil
autant que faire se pouvait et bien au-delà
du moment de sa capture; il épuise donc
et consume sa force en des tressaillements
titaniques, mais cela dure peu. La fatigue
vient, cette fatigue accablante qui succède
aux rudes combats, on lui administre avec
beaucoup de talent et à forte dose cette
savante solution de répression et de flat-
terie, si connue des dompteurs et des gou-
vernants, le temps s'écoule et reculant la
date de l'asservissement, il amoindrit
l'horreur du souvenir et le désir de la
vengeance.

Puis, un jour, ce qui fut ce lion su-
perbe, cet hercule puissant, vous le voyez
couché sans mouvement, sans force, sans
respiration. Vous le croyez sans vie : il
est mort, dites-vous, ô parlementaires,
point !

Il dort. — Il dort, entendez-vous ; ce
que vous prenez pour la mort, c'est la
léthargie : où vous voyez un tas de cen-
dres éteint, existe à l'état latent un volcan
qui couve ; l'ivresse du succès vous rend
stupide, vous célébrez votre joie par des
transports d'insensés autour de cette ma-
chine si puissante et que vous croyez bri-
sée parce qu'elle est tranquille. Aviez-
vous encore pour elle le respect qu'ins-
pire ce qui a existé, ce dernier sentiment
s'efface, vous piétinez sur ce cadavre, et
comme vous chantez *Alléluia*, un rouage
mystérieux vous a saisi ; ce que vous aviez
brisé vous broie.

Un jour, vous avez poussé votre impu-
dence et votre fatuité jusqu'à mettre la
tête entre ces mâchoires de lion, par bra-
vade, par ignorance. Elles se sont refer-
mées brusquement et le cadavre, c'est
vous maintenant, entendez-vous.

Dans le linceul préparé pour le peuple,
dans cette fosse où vous rêviez de l'abîmer
à jamais, il vous y roulera, misérables !

Et puis on dit : Bah ! le peuple fran-
çais veut du changement à tout prix, il
ne peut conserver quinze années le même
gouvernement, il ne sait se contenter de
rien ; si vous lui accordez le doigt, il lui
fait le bras. Il a combattu et lutté pour
obtenir la République, et voici qu'elle ne
lui sourit pas plus que l'empire, main-
tenant. Que n'avait-on pas dit, cepen-
dant ? Il semblait que tous nos maux vus-
sent de lui, et que son renversement devait
marquer la venue d'une ère de pros-
périté, de tranquillité, de quiétude. Décé-
dément les Français sont trop grincheux,
voulent les contenter est tout bonnement
impossible ; ils sont capables de nous de-
mander un jour la lune.

Voilà ce qu'on nous a dit, ce qu'on
nous répète encore et à tout propos et ce,
tant et si bien, que nous avons fini par
nous avouer à nous-mêmes « qu'il en
était bien un peu ainsi ».

Oui, n'est-ce pas, cette accusation t'a
été portée et tu l'as acceptée comme fon-
dée; étrange, infernale habileté qui va
jusqu'à te prouver à toi-même, malheu-
reux ! que ta souffrance est un leurre !

Ah ! tu l'entends le grand mot, tu es
changeant ; la preuve, la veux-tu ? c'est
bien simple :

Tu avais le despotisme abrité sous l'ori-
flamme fleurdelisée, l'inégalité couron-
née, l'esclavage, la faim, la torture, la
prostitution en sceptre d'or, toutes les
lèpres sociales, politiques et morales, la
haine, la guerre, la répression brutale
en manteau d'hermine.

Tu l'as brûlé ce manteau-là, brisé
cette couronne et ce sceptre, et pour ré-
pondre aux bravades monarchiques, tu
as jeté par-dessus les frontières une tête
de roi sanglante enveloppée dans un lin-
ceul, le drapeau blanc.

Eh bien, on te l'a redonné ce mêm

despotisme, cette même inégalité, ces
mêmes vices sociaux, et pour te d'gui-
ser tout cela, on les a soigneusement
pliés dans une charte.

In-satiable ! cela ne fit point ton
affaire, paraît-il, tu déchiras la charte,
et, tour à tour, un empereur glorieux,
un prince constitutionnel, un drapeau
tricolore, des statues de bronze ou de
pierre, des bustes de femmes coiffées de
bonnets phrygiens ont été par toi repous-
sés, reniés, de tout cela rien ne t'a
plu.

Entendez-vous, tartufes ? cela ne lui a
pas plu, cela ne nous a point plu ! Ah !
imposteurs, vous nous présentez les
mêmes immondices, les mêmes ordures,
le même poison sous des étiquettes diffé-
rentes, et vous déclarant progressistes,
vous avez le front de nous assurer que
nous aurions tort de nous plaindre !

Vieux farceurs !

(A suivre.)

Jacques RENAN.

Raoul Rigault

(Suite)

La période électorale fut alors très
agitée. La foule parcourait les rues au
chant de la *Marseillaise* et avait à com-
battre les sergents de ville. La *Lanterne*
de Rochefort avait paru et la campagne
du célèbre pamphlétaire avait porté ses
fruits. Les prisonniers de Sainte-Pélagie,
parmi lesquels se trouvaient Rigault,
Ferré, Flourens et d'autres orateurs des
réunions populaires, sont poursuivis pour
avoir proféré des cris séditieux dans l'in-
térieur de la prison. Ils sont extradés de
Sainte-Pélagie, conduits à Mazas. Un
procès se greffe sur un autre, une aggra-
vation de peine en résulte. L'empire est
forcé de donner l'amnistie le 15 août 1869
et vide les prisons.

Depuis plusieurs années déjà, B'Anqui
organisait et faisait organiser dans Paris
les forces populaires. Rigault contribua
à cette organisation et rallia plusieurs
jeunes gens à la cause révolutionnaire.

Lorsque parut la *Marseillaise*, sous la
direction d'Henri Rochefort, Rigault
collabora à ce journal. Il y publia des
articles remarquables sur les magistrats
de l'empire. Cette époque se signala par
un redoublement de poursuites contre les
républicains. La crise arrivait à l'état
aigu. Un Bonaparte assassinait Victor
Noir. Le peuple s'émut. Il fit des funé-
railles splendides à la victime. Rigault
amena à l'enterrement une nombreuse
délégation du quartier latin. Les premiers
rangs de cette petite troupe étaient ar-
més de revolvers dissimulés dans les
vêtements. Cette troupe, noyée à Neuilly
par la foule, ne put agir d'une façon effi-
cace, ses éléments ayant été pénétrés.

Peu après, Rochefort fut arrêté à la
salle de la *Marseillaise*. Le même soir,
Rigault qui s'était aventuré dans la rue
d'Aboukir, pour se rendre compte des
agents qui la garnissaient, faillit subir le
même sort. Mais, soutenu par deux amis,
il put échapper aux agents et rentrer à
l'imprimerie de la *Marseillaise*. Ce répit
fut de courte durée. Le lendemain,
comme il sortait avec les typographes de
l'imprimerie, il fut arrêté avec quelques
compagnons après une courte lutte.

Impliqué dans le complot de Blois, il
bénéficia d'une ordonnance de non-lieu,
après une assez longue prévention. Il
profita de sa liberté pour publier une bro-
chure contre le président Zangiacomi et
signa avec Gos un placard où étaient ré-
vélés les agissements de la police impé-
riale.

Retenu à Blois, et n'ayant pu être
averti, il ne participa pas aux affaires de

Le 4 septembre, il s'empara du bureau
de Lagrange à la préfecture de police, et,
aidé de Gaston Dacosta, il prenait con-
naissance des dossiers des agents secrets.
Il donna sa démission après le 31 octobre
auquel il avait pris une part active. Il pu-
blia dans la *Patrie en danger* les dossiers
de certains agents secrets qui fréquen-
taient intimement les patriotes afin de les
mieux trahir. Parmi ces dossiers figure
celui de Greffe qui fut fusillé avec les
otages.

Dans la nuit du 18 au 19 mars, Duval, à
la tête de gardes nationaux du 15^e arron-
dissement s'empara de la préfecture de
police. Un comité se forma qui fonctionna
peu. Duval fit appeler auprès de lui Ri-
gault afin que celui-ci pût l'aider dans sa
tâche. La besogne était difficile; il fallait,
dans des circonstances graves, improviser
une administration. Rigault accepta le far-
deau, et en quelques jours, le Peuple
pouvait être assuré que les réacteurs du
dedans étaient surveillés d'une manière
vigilante.

La réaction ne pardonnera jamais aux
citoyens qui furent délégués à la sûreté
générale l'énergie dont ils firent preuve
contre elle.

Thiers, en abandonnant Paris y avait
laissé des éléments versaillais chargés de
lui ménager les intelligences qui lui
étaient nécessaires dans la place. Les
maires réactionnaires, la presse bour-
geoise firent tout ce qu'ils purent pour
faire avorter la révolution du 18 mars et
empêcher la constitution de la Commune.
Le Comité central manqua de décision, de
fermeté. Des manifestations réaction-
naires armées se firent dans les rues. L'é-
nergie du peuple sut triompher de ces
obstacles. La sûreté générale prit les me-
sures que commandait la situation, les
ennemis du peuple, les complices de Ver-
sailles furent arrêtés. La Commune fut
établie, Thiers avait commencé l'attaque
contre la capitale. Nos prisonniers furent
passés par les armes. Rigault ressentit
douloureusement la perte de Duval, ce
brave enfant du peuple dont la mort fut si
simple et héroïque. La cour martiale
fut constituée. Rigault réclamait l'établis-
sement d'un tribunal révolutionnaire. La
commune rendit le décret des otages. Les
prisonniers, étroitement gardés, étaient
enfermés dans les prisons de Paris où le
régime politique leur était appliqué.

(A suivre.)

A. BREUILLÉ.

TRIBUNE SOCIALISTE

Ligue pour l'abolition de l'armée perma-
nente (région lyonnaise).

Les adhésions seront reçues chez les
citoyens dont les noms suivent :

Fajot, côte des Carmélites, 1 ;

Bonard, rue Garibaldi, 212 ;

Lyon, rue de Venlôme, 232 ;

Deloche, rue Gigodot, 29.

La réunion générale de tous les adhé-
rents aura lieu le samedi 7. Les adhérents
qui, à cette époque, n'auraient pas reçu
leurs lettres de convocation, sont priés de
les retirer chez les citoyens ci-dessus
indiqués.

Les organisations adhérentes qui n'ont
pas envoyé les noms et les adresses de
leurs membres sont priées de les faire
parvenir le plus tôt possible au citoyen
Bonard, rue Garibaldi, 212.

Groupe de l'ex-ecle des travailleurs répu-
blicains socialistes du troisième arron-
dissement de Lyon (Guillotière).

Réunion ordinaire, samedi 31 mai, à
huit heures précises du soir, au local
habituel.

Ordre du jour : Appel nominal ; —
Adhésions et cotisations ; — Réceptions
des nouveaux adhérents ; — Propositions
diverses. — Très urgent.

DELANGE.

11011010, 22.